

AU TRIBUNAL *COMMON PLEAS* (TRIBUNAL DE PROXIMITÉ)
COMTÉ DE _____, OHIO

Partie demanderesse : N° de dossier : _____

Adresse (adresse postale protégée) : Juge/Magistrat·e _____

Ville, État, Code postal :

Né·e le : _____ / _____ / _____
contre

REQUÊTE EN ORDONNANCE CIVILE DE PROTECTION CONTRE LE HARCÈLEMENT (R.C. 2903.214)

Partie défenderesse

REQUÊTE EN ORDONNANCE CIVILE DE PROTECTION CONTRE LES DÉLITS À CARACTÈRE SEXUEL (R.C. 2903.214)

Adresse (si l'adresse du domicile est inconnue, on peut indiquer l'adresse du travail) :

Ville, État, Code postal :

Né·e le : _____ / _____ / _____

La partie défenderesse est âgée de 18 ans ou plus

SI VOUS DEMANDEZ QUE VOTRE ADRESSE RESTE CONFIDENTIELLE, VEUILLEZ INDIQUER UNE ADRESSE POSTALE POUR RECEVOIR DU COURRIER EN TOUTE SÉCURITÉ. SI VOUS PARTICIPEZ AU PROGRAMME DE CONFIDENTIALITÉ DES ADRESSES DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT, VEUILLEZ UTILISER L'ADRESSE DE BOÎTE POSTALE QUI VOUS A ÉTÉ ATTRIBUÉE. LE PRÉSENT FORMULAIRE EST UN DOCUMENT À ACCÈS PUBLIC.

1. J'ai besoin, ou un témoin a besoin, d'un ou d'une interprète en langue étrangère en _____ ou d'un·ou d'une interprète en langue des signes américaine, conformément à Sup.R. 88.

2. Je veux Je ne veux pas d'ordonnance de protection non contradictoire d'urgence (*Ex Parte*) prévue dans R.C. 2903.214(D). La partie demanderesse demande en outre l'inscription d'une audience contradictoire (*Full Hearing*) au calendrier des audiences, que l'ordonnance de protection non contradictoire ait été accordée, rejetée ou non demandée.

3. Qui sont les personnes à protéger ?

Moi-même

Mes enfants mineurs

Un membre de ma famille ou de mon foyer qui n'est pas un enfant mineur

Autre : _____

4. J'ai donné ci-dessous la liste de tous les membres de la famille/du foyer (autres que moi-même ou la personne objet de la requête) à protéger. (N'indiquez rien si vous **n'incluez pas** d'autres membres de la famille ou du foyer.)

parkings associés.

- (c) Interdire à la partie défenderesse de faire obstacle au droit de la partie demanderesse d'occuper le domicile dont, et sans s'y limiter, la résiliation des services publics ou d'une police d'assurance, ou l'interruption de l'abonnement téléphonique, la distribution du courrier ou la livraison de tout autre document ou article.
- (d) Interdire à la partie défenderesse d'enlever, endommager, cacher ou détruire les biens, les animaux domestiques ou de compagnie appartenant à la partie demanderesse et aux personnes nommées dans la présente requête.
- (e) Autoriser la partie demanderesse à récupérer auprès de la partie défenderesse ses animaux domestiques ou de compagnie ou domestiques dont la description figure ci-dessous :

- (f) Interdire à la partie défenderesse de posséder, utiliser, porter ou obtenir une arme létale, des armes à feu et des munitions.
- (g) Ordonner la surveillance électronique de la partie défenderesse, étant donné que le comportement de la partie défenderesse, comme il a été expliqué précédemment, met en danger la santé, le bien-être ou la sécurité de la partie demanderesse et des personnes nommées dans la présente requête. En outre, comme il est expliqué ci-dessous, la partie défenderesse continue de présenter un danger pour la partie demanderesse et les personnes nommées dans la présente requête. **Si vous avez besoin de plus d'espace, ajoutez une page.**

- (h) Sont comprises les dispositions supplémentaires suivantes :

8. La partie demanderesse demande en outre au tribunal de ne pas émettre d'ordonnances de protection bilatérales ou d'autres ordonnances contre la partie demanderesse, sauf en cas de situation répondant à tous les critères définis à R.C. 2903.214(E)(3).
9. Conformément à R.C. 2903.214(L), la partie demanderesse demande au tribunal d'autoriser, le cas échéant, son ou sa défenseur·e des victimes, à l'accompagner à toutes les étapes de la présente procédure.
10. La partie demanderesse demande en outre au tribunal d'accorder toutes les autres mesures de recours aptes à assurer la sécurité et la protection de la partie demanderesse et des personnes nommées dans la présente requête.
11. La partie demanderesse a énuméré des procédures judiciaires (concernant notamment le divorce, la garde des enfants, le droit de visite, les services à l'enfance ; les procédures ou condamnations pénales en cours pour voies de faits, voies de fait avec circonstances aggravantes, voies de fait avec violence, menaces avec circonstances aggravantes, menaces par harcèlement et traque, menaces ou intrusion

avec circonstances aggravantes ; la cruauté envers les animaux ; les délits à caractère sexuel ; une ordonnance d'interdiction de contact ; une ordonnance de non rapprochement et toute autre ordonnance de protection) et d'autres instances concernant la partie défenderesse, qui peuvent être liées à cette affaire : **(Si vous avez besoin de plus d'espace, ajoutez une page).**

INTITULÉ DU DOSSIER	N° DE DOSSIER	TRIBUNAL/COMTÉ	DÉCISION

Je jure ou certifie que les réponses ci-dessus sont vraies, complètes et exactes, pour autant que je le sache. Je comprends que le fait de faire de fausses déclarations dans le présent document me rendrait passible de condamnation pour outrage au tribunal, et peut résulter en une peine d'emprisonnement et une amende, et peut également m'exposer à des sanctions pénales pour parjure conformément à R.C 2921.11.

SIGNATURE DE LA PARTIE
DEMANDERESSE

DATE

SI VOUS N'AVEZ PAS D'AVOCAT·E , VEUILLEZ NE PAS REMPLIR LA RUBRIQUE SUIVANTE.

Signature de l'avocat·e de la partie demanderesse

Numéro d'inscription de l'avocat·e

Nom de l'avocat·e

Numéro de téléphone de l'avocat·e

Adresse de l'avocat·e

Numéro de fax de l'avocat·e

Ville, État, Code postal

E-mail de l'avocat·e

COMTÉ DE _____ AU TRIBUNAL COMMON PLEAS (TRIBUNAL DE PROXIMITÉ) _____, OHIO

Partie demanderesse : N° de dossier : _____

contre : Juge/Magistrat·e _____

Partie défenderesse :

DEMANDE DE PROCÉDURE DE SIGNIFICATION

INSTRUCTIONS AU OU À LA GREFFIER·ÈRE DU TRIBUNAL :

Conformément à Civ.R. 65.1(C)(2), veuillez signifier à la partie défenderesse une copie de la requête, de l'ordonnance éventuelle de protection non contradictoire (*Ex Parte*) et de tout autre document soumis en annexe, à l'adresse et selon les instructions ci-après :

- Signification en mains propres Courrier certifié avec accusé de réception
- Autre (spécifier) _____

Autre (adresse) :

- Signification en mains propres Courrier certifié avec accusé de réception
- Autre (spécifier) _____

INSTRUCTIONS SPÉCIALES À L'INTENTION DU SHÉRIF :

SIGNATURE DE L'AVOCAT·E OU DE LA PARTIE DEMANDERESSE

ACCUSÉ DE RÉCEPTION DE LA SIGNIFICATION

La requête a été signifiée à la partie défenderesse le _____.

Nom et n° de badge de l'agent _____

Nom du service de police _____

Date _____

ATTESTATION D'ENVOI POSTAL PAR LE OU LA GREFFIER·ÈRE

La signification de la procédure a été expédiée par _____ ce _____

Témoïn : _____ Greffier·ère adjoint·e